

Brochure n° 3131

Convention collective nationale

IDCC : 1404. – **ENTREPRISES DE MAINTENANCE, DISTRIBUTION
ET LOCATION DE MATÉRIELS AGRICOLES)
TRAVAUX PUBLICS, BÂTIMENT, MANUTENTION,
MOTOCULTURE DE PLAISANCE ET ACITIVITÉS CONNEXES)**

AVENANT N° 3 DU 23 JANVIER 2015
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2015

NOR : ASET1550313M
IDCC : 1404

Vu la convention collective nationale métropolitaine des entreprises de la maintenance, distribution et location de matériels agricoles, de travaux publics, de bâtiment, de manutention, de motoculture de plaisance et activités connexes, dite SDLM ;

Vu l'accord relatif à la définition et à la programmation des mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes signé le 8 mars 2011 (étendu par arrêté du 11 janvier 2012, *Journal officiel* du 18 janvier 2012) ;

Considérant la hausse du Smic intervenue au 1^{er} janvier 2015 par décret n° 2014-1569 du 22 décembre 2014,

les partenaires sociaux ont convenu de fixer la grille des salaires minimaux applicable à compter du 1^{er} février 2015 comme suit :

Article 1^{er}

*Salaires minimaux conventionnels mensuels garantis
applicables à compter du 1^{er} février 2015*

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
Ouvriers et employés	I	A10	1 458,97
		A20	1 480,85
	II	A30	1 503,07
		A40	1 525,61
		A50	1 548,50
	III	A60	1 591,85
		A70	1 636,43
		A80	1 682,25

CATÉGORIE	NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
Techniciens et agents de maîtrise	IV	B10	1 732,71
		B20	1 810,69
		B30	1 892,17
	V	B40	1 977,31
		B50	2 066,29
		B60	2 159,28
Cadres	VI	B70	2 256,45
		B80	2 357,98
	VII	C10	2 475,88
		C20	2 723,47
	VIII	C30	3 132,00
		C40	3 601,80
	IX	C50	4 142,06
		C60	4 763,36

Article 2

Champ d'application

Le champ d'application professionnel, personnel et géographique du présent avenant est celui prévu par l'article 1^{er} du chapitre I^{er} de la convention collective nationale.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à la date du 1^{er} février 2015.

Article 4

Dispositions finales

Cet avenant complète la liste du document n° 2 « Liste des accords salariaux conclus depuis le 3 juillet 2007 » de l'avenant du 23 avril 2012 portant révision de la convention collective nationale du 30 octobre 1969 modifiée.

Le présent avenant a un caractère impératif.

Il est conclu conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code du travail relatives à la nature et à la validité des conventions et accords collectifs. Dans les conditions prévues par ces mêmes dispositions, le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être notifié à chacune des organisations représentatives afin de permettre, le cas échéant, l'exercice du droit d'opposition dans les conditions définies par la loi.

Le présent avenant est déposé au ministère en charge du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Les parties signataires demandent l'extension la plus rapide possible du présent avenant au ministre en charge du travail.

Fait à Paris, le 23 janvier 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SEDIMA ;

DLR ;

FNAR.

Syndicats de salariés :

FM CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FNSM CFTC ;

FCM FO.